

# Actualité fiscale - Nos sélections au 3 mai 2012

## Articles

1.	Election présidentielle : Entreprises, économie, finance : des idées pour la France, Option finance n° 1171 du 30 avril 2012, pp. 11-17.
2.	Présidentielle : menaces sur le LBO ?, par Guillaume Benoit, Option finance n° 1171 du 30 avril 2012, pp. 18-19.
3.	La donation(partage transgénérationnelle avec réincorporation de donations antérieures, par Sylvie Lerond, Option finance n° 1171 du 30 avril 2012, pp. 24-25.
4.	La réévaluation des actifs d'une SCI, suivie de la réévaluation des parts de la SCI elle-même, ne donne pas lieu à double imposition, par Florent Ruault, Option finance n° 1171 du 30 avril 2012, p. 26.
5.	Prochain PCG : un pas de plus vers les IFRS ?, par Isabelle Andernack, Option finance n° 1171 du 30 avril 2012, p. 31.
6.	La fiducie comme outil au service des opérations d'acquisitions, par Thierry Brun et Benoît Teston, Option finance n° 1171 du 30 avril 2012, p. 32.
7.	Peut-on transmettre la valeur de son patrimoine et conserver les actifs ?, par Jean-Christophe Bouchard, Option finance n° 1171 du 30 avril 2012, p. 33.
8.	La filialisation par voie d'apport partiel d'actif d'une activité en développement : quelles contraintes ?, par Pascale Galien, Cendrine Delivré et Vincent Maufront, Option finance n° 1171 du 30 avril 2012, pp. 34-35.
9.	La démocratisation des plans de rachats d'actions : une ouverture incontestable mais des questions en suspens, par Frédérique Desprez et Jérôme Ardouin, Option finance n° 1171 du 30 avril 2012, pp. 36-37.
10.	UCITS : Les sociétés de gestion étrangères misent sur la gestion alternative régulée, par Sandra Sebag, Option finance n° 1171 du 30 avril 2012, pp. 50-52.
11.	Taux réduit sur les cessions d'immeubles professionnels destinés à la transformation en logements : obligations déclaratives (décret 2012-538 du 20/04/12 en législation), RDF n° 17 du 26 avril 2012, § 196.
12.	Frais de commercialisation des contrats VEFA : L'ANC estime préférable de ne pas changer de mode de comptabilisation en 2011, FR Comptable n° 5 de mai 2012, § 2.
13.	Redevances de licence de marques : Une concession de 5 ans est suffisamment pérenne pour être immobilisée,

	FR Comptable n° 5 de mai 2012, § 3.
14.	Rachat d'actions propres : Bientôt de nouvelles possibilités pour les sociétés non cotées, FR Comptable n° 5 de mai 2012, § 4.
15.	Rachat d'actions propres : Un nouvel outil pour financer la croissance externe des sociétés cotées sur Alternext, FR Comptable n° 5 de mai 2012, § 5.
16.	Simplification des informations à fournir aux actionnaires : L'information sur le nombre de droits de vote (sociétés non cotées) et le document d'information annuel (sociétés cotées) sont supprimés, FR Comptable n° 5 de mai 2012, §6.
17.	Déclaration de franchissement de seuils : Les "equity swaps" et autres instruments dérivés à dénouement monétaire seront bientôt à prendre en compte, FR Comptable n° 5 de mai 2012, § 8.
18.	Passage des IFRS aux règles françaises pour les comptes consolidés des sociétés non cotées : Un libre choix mais un traitement rétrospectif, FR Comptable n° 5 de mai 2012, § 9.
19.	Visa fiscal : les formalités à respecter (décret 2012-432 du 30/03/12), RF n° 3445 du 26 avril 2012, § 1.
20.	Rémunérations d'intermédiaires commerciaux liées à des ventes de programmes immobiliers (rescrit 2012-23 du 27/03/12), RF n° 3445 du 26 avril 2012, § 3.
21.	Taxe de 3 % sur les immeubles pour le 15 mai 2012 au plus tard, RF n° 3445 du 26 avril 2012, § 5.
22.	CSG/CRDS : les dernières précisions de l'ACOSS (circ. 2012-32 du 19/03/12), RF n° 3445 du 26 avril 2012, § 7.
23.	SARL/EURL : assemblée annuelle 2012, RF n° 3445 du 26 avril 2012, § 8 à 12.
24.	La durée de séquestre du prix de cession d'un fonds de commerce après la loi dite "Warsmann IV" du 22 mars 2012, par Tanguy Allain, JCPE n° 17 du 26 avril 2012, § 1277.
25.	Tracfin et la lutte contre le blanchiment d'argent : Le rapport de la Cour des comptes, par Frédérique Perrotin, Petites affiches n° 74 du 12 avril 2012, pp. 3-5.
26.	Les fiscalistes jugent les programmes des candidats, par J. Porier, Le Monde du 3 mai 2012.
27.	L'"exit tax" en dix questions, par M. Weinberg, Les Echos du 27 avril 2012.
28.	Patrim Usagers, ou comment l'administration présume la mauvaise foi du contribuable, L'Agefi Actifs du 27 avril 2012.
29.	Quelques pistes à conseiller afin de réduire l'impôt de solidarité sur la fortune, L'Agefi Actifs du 27 avril 2012.
30.	ISF : Conjuguer le plaisir et l'harmonie fiscale, par V. Clément, L'Agefi Actifs du 27 avril 2012.

## Jurisprudence

31.	Arrêt de la CJUE du 19 avril 2012, C-443/09, Camera di Commercio, Industria, Artigianato e Agricoltura di Cosenza : Conformité à la directive n° 2008/7/CE concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux d'un droit annuel d'inscription sur un registre des entreprises, Site de la CJUE. <a href="#">Document à télécharger...</a>
32.	Arrêts de la CJUE du 26 avril 2012, C-621/10 et C-129/11, TVA – Directive 2006/112/CE – Articles 73 et 80, paragraphe 1 – Vente de biens immobiliers entre sociétés liées – Valeur de la transaction – Législation nationale prévoyant, pour les transactions entre personnes liées, que la base imposable aux fins de la TVA est constituée par la valeur normale de l'opération, Site de la CJUE. <a href="#">Document à télécharger...</a>
33.	Arrêt du CE du 20 février 2012, n° 321224, Sté civile Participasanh, conclusions de D. Hedary et note d'O. Fouquet : IS – Le régime mère-fille français à la lumière de la directive, RDF n° 17 du 26 avril 2012, § 276.
34.	Jugement du TA de Montreuil du 24 février 2012, n° 1102195, Sté civile Printers Luxembourg SA : TVA – Déductions – Demandes de remboursement de TVA présentées par voie électronique par les assujettis non établis en France, RDF n° 17 du 26 avril 2012, § 277.
35.	Arrêts du CE du 5 décembre 2011, n° 349039 et 349126, Confédération générale des petites et moyennes entreprises de la Polynésie française et a. : Polynésie française – Violation du principe d'égalité devant les charges publiques par une loi du pays assujettissant de manière différenciée les dirigeants de sociétés à la contribution sociale territoriale, RDF n° 17 du 26 avril 2012, § 278.
36.	Arrêts du CE du 1 <sup>er</sup> février 2012, n° 339387, Sté des logements modulaires et n° 339388, M. Pino Garcia, conclusions de N. Escaut et note de S. Detraz : Conventiounnalité des dispositions transitoires de la loi du 4 août 2008 en matière de visites domiciliaires, RDF n° 17 du 26 avril 2012, § 279.

## Législation française

37.	Décret n° 2012-538 du 20 avril 2012 relatif à l'engagement de transformation en locaux à usage d'habitation de locaux à usage de bureau ou à usage commercial acquis sous le bénéfice de l'article 210 F du code général des impôts, JORF du 22 avril 2012. <a href="#">Document à télécharger...</a>
38.	Arrêté du 21 février 2012 fixant les modèles des formulaires « Déclaration commune des revenus des professions indépendantes 2011 » et « Déclaration commune des revenus des professions indépendantes – Déclaration complémentaire des revenus agricoles 2011 », JORF du 3 mai 2012. <a href="#">Document à télécharger...</a>

## Fiscalité internationale et communautaire

39.	Fiscalité: le Conseil de l'UE adopte de nouvelles règles de perception des droits d'accise, MEX/12/0502 de la Commission européenne du 02/05/2012 (5 <sup>ème</sup> information), Site Europa. <a href="#">Document à télécharger...</a>
40.	Fiscalité: la Commission demande à l'Espagne de modifier sa réglementation en matière de droits d'accise,

	Communiqué de presse de la Commission européenne IP/12/414 du 26 avril 2012, Site Europa. <a href="#">Document à télécharger...</a>
41.	La Commission européenne demande à la Bulgarie d'appliquer la TVA aux activités des huissiers d'Etat, Communiqué de presse de la Commission européenne IP/12/413 du 26 avril 2012, Site Europa. <a href="#">Document à télécharger...</a>
42.	Fiscalité: la Commission demande à la Belgique de modifier deux dispositions fiscales discriminatoires, Communiqué de presse de la Commission européenne IP/12/408 du 26 avril 2012, Site Europa. <a href="#">Document à télécharger...</a>
43.	Déclaration faisant suite au vote sur la directive "ACCIS" en session plénière du Parlement européen, MEMO/12/263 du 19 avril 2012, Site Europa. <a href="#">Document à télécharger...</a>
44.	Déclaration faisant suite au vote sur la directive "taxation de l'énergie" en session plénière du Parlement européen, MEMO/12/262 du 19 avril 2012, Site Europa. <a href="#">Document à télécharger...</a>

## B.O.I

45.	4 A-7-12 n° 49 du 27 avril 2012 : Dispositions diverses (BIC, IS, Dispositions communes). Exonération des bénéficiaires réalisés par des entreprises implantées dans les zones franches urbaines. Aménagement du régime d'allégement (article 157 de la loi n° 2011-977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012). <a href="#">Document à télécharger...</a>
46.	5 B-19-12 n° 49 du 27 avril 2012 : Impôt sur le revenu. Réduction d'impôt en faveur de l'investissement locatif ("Scellier"). Aménagement et précisions diverses. Commentaires des articles 75 et 83 de la loi de finances pour 2012 (n° 2011-977 du 28 décembre 2011). <a href="#">Document à télécharger...</a>
47.	5 B-20-12 n° 49 du 27 avril 2012 : Impôt sur le revenu. Réduction d'impôt en faveur de l'investissement locatif ("Scellier"). Aménagement de la réduction d'impôt pour les investissements situés Outre-mer ("Scellier Outre-mer"). Article 39 de la loi pour le développement économique des outre-mer (n° 2009-594 du 27 mai 2009). Article 75 de la loi de finances pour 2012 (n° 2011-977 du 28 décembre 2011). <a href="#">Document à télécharger...</a>
48.	13 K-3-12 n° 49 du 27 avril 2012 : Transfert des données fiscales et comptables (TDFC). Campagne TDFC 2012 : Mises à jour du BOI 13 K-1-04. <a href="#">Document à télécharger...</a>
49.	3 A-4-12 n° 48 du 20 avril 2012 : Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Redevable de la taxe. Régime applicable aux livraisons de gaz naturel ou d'électricité réalisées entre assujettis établis en France. <a href="#">Document à télécharger...</a>
50.	8 M-3-12 n° 47 du 19 avril 2012 : Plus-values immobilières et plus-values sur les biens meubles. Aménagement du régime d'imposition. Articles 1er et 10 de la deuxième loi de finances rectificative pour 2011 (n° 2011-1117 du 19 septembre 2011). Articles 2 (II et B du III), 5, 6 et 7 de la loi de finances pour 2012 (n° 2011-977 du 28 décembre 2011). Articles 24, 29 et 42 de la quatrième loi de finances rectificative pour 2011 (n° 2011-978 du 28 décembre 2011). <a href="#">Document à télécharger...</a>